



Analyse du climat des affaires dans les PMA

Zambie

Mars 2023



A powerful
and balanced
voice for business

Zambie

Région
Afrique australe

Population
19 708 129
habitants

Croissance démographique
2,8 %

Revenu moyen (2022)
311 USD

Classement selon l'Indice de développement humain
154^{ème} sur 191 pays. En 2020, l'indice de développement humain de la Zambie était de 0,57. La Zambie est passée d'un IDH de 0,43 en 2001 à 0,57 en 2020, ce qui correspond à un taux de croissance annuel moyen de 1,48 %.

Accords et partenariats économiques régionaux
Communauté de développement d'Afrique australe

Contexte économique

L'économie zambienne est fortement dépendante de l'exploitation minière du cuivre et d'une production agricole pluviale, ce qui l'expose à des vulnérabilités externes telles que des variations des cours mondiaux du cuivre et des changements au niveau des régimes climatiques saisonniers. Cependant, la Zambie élabore des politiques de diversification de l'économie. Malgré de larges réformes économiques au début des années 2000, la Zambie a encore des difficultés à diversifier son économie et à accélérer la croissance menée par le secteur privé afin de lutter contre la pauvreté de son peuple. D'après l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE), l'exploitation minière représente 77 % de la valeur totale des exportations de la Zambie et près de 28 % des recettes publiques. Pays sans littoral, la Zambie a un petit marché intérieur et est confrontée à des frais de transport qui comptent parmi les plus élevés de l'Afrique australe.



Elle fait face à un changement démographique considérable et, avec un âge médian de 17,6 ans, elle est l'un des pays les plus jeunes au monde. Sa population, en grande partie urbaine, est estimée à quelque 17,9 millions d'habitants et connaît une croissance rapide de 2,8 % par an. L'économie de la Zambie a été considérablement impactée par le dérèglement climatique qui se traduit par un changement des saisons de végétation, des sécheresses saisonnières graves et fréquentes, des températures élevées et des vagues de sécheresse sporadiques¹. Ceci contribue à l'insécurité alimentaire : le Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC) a récemment constaté que 1,18 million de Zambiens ont souffert de graves pénuries alimentaires entre juillet et septembre 2020².

¹ PNUD, 2021

² Jerry Martin, « Zambia Food Security Policy Assessment: Institutional Architecture For Food Security Policy Change », Africa Lead.

Ces quelques dernières années, la Zambie a fait d'importants progrès sur la voie de la transition numérique. Les avancées sont particulièrement visibles dans l'infrastructure numérique, les services financiers numériques et les plateformes numériques, tandis qu'il reste des lacunes plus importantes en termes de compétences numériques et d'entreprenariat numérique.

Le plan d'industrialisation de la Zambie a identifié comme objectifs prioritaires les secteurs manufacturier, touristique, énergétique et agricole³.

Défis à relever par le secteur privé

- **Incohérence et incertitude politiques :**

Les politiques du gouvernement relatives aux entreprises et au commerce ont souvent changé sans consultation préalable des parties prenantes. L'interprétation qu'ont les fonctionnaires des réglementations visant les entreprises est incohérente et imprévisible. Le temps et l'argent consacrés par les équipes dirigeantes aux réglementations (taxes et impôts, législation du travail, obtention de licences, enregistrement, etc.), aux formulaires et aux relations avec les fonctionnaires, sont un bon indicateur du coût de l'incertitude réglementaire. Ainsi, l'ITIE a constaté qu'en Zambie, le régime fiscal sur les minéraux a changé dix fois en 16 ans - un problème qui, selon les entreprises minières, décourage l'investissement et la prospection. Dans le secteur agricole, des subventions responsables de distorsions du marché et des modifications ponctuelles de la politique commerciale ont eu pour effet de dissuader les entreprises privées de s'impliquer plus avant et d'entraver leur croissance.

- **Taux d'imposition et administration fiscale :** Les entreprises du secteur privé sont freinées par les taux d'imposition et l'administration fiscale. Pour ce qui est de l'administration fiscale, il est très fréquent que des changements de politique fiscale soient injustifiés ou ne soient pas expliqués au milieu

des affaires. De plus, les autorités fiscales de la Zambie font parfois preuve d'un comportement arbitraire et punitif vis-à-vis des entreprises. Une partie du personnel n'a pas les compétences requises, ne reçoit pas de directives claires et se voit accorder de vastes pouvoirs discrétionnaires qui ouvrent la porte à des actes de corruption. Les WDI montrent que le taux d'imposition marginal le plus élevé et le ratio impôts/PIB (produit intérieur brut) de la Zambie sont plus élevés que dans les pays voisins.

- **Coûts et accès aux financements :** L'accès aux capitaux sur le marché financier intérieur est limité et se caractérise par des taux d'intérêt annuels élevés qui se situent entre 20 et 37 % en moyenne. Les petites et moyennes entreprises (PME) doivent fournir des garanties qui dépassent en moyenne 400 % de la valeur du prêt.

- **Faible productivité de la main-d'œuvre :** Dans le même temps, malgré des salaires nominaux bas, le coût salarial actuel en Zambie est considéré comme élevé pour la région en raison de la faible productivité, d'un droit du travail sévère et de généreux avantages accordés aux employés formalisés, ainsi que des coûts de formation attribuables à une pénurie de main-d'œuvre qualifiée.

- **Le déficit d'électricité dû au rationnement de l'énergie affecte les entreprises et les industries.** La situation s'est améliorée depuis que le gouvernement zambien a redoublé d'efforts pour raccorder les nouveaux projets de production d'énergie au réseau national, et grâce à de fortes pluies sur la période 2020-2021. Même s'il est encore pratiqué, le délestage des charges a diminué.

- **Le déclin et la volatilité du kwacha ont un sérieux impact sur le secteur privé.** Due à l'inflation, la perte de pouvoir d'achat du kwacha se reflète dans le taux de change fixé par le marché qui s'est déprécié brutalement malgré des interventions périodiques de l'État.

³ Zambia human development report, 2016

- **Le Covid-19 reste un défi constant pour le secteur commercial zambien :** en 2020 et 2021, la pandémie a freiné la croissance, affecté les chaînes d'approvisionnement et l'activité commerciale en général, et paralysé l'industrie du tourisme, vitale pour le pays. De faibles taux de vaccination et un système de santé inadapté ont exacerbé la propagation du Covid-19 au cours des vagues successives et vont rester un problème pour les années à venir.

- **En Zambie, les entreprises sont préoccupées par la qualité souvent médiocre et la disponibilité restreinte des services d'infrastructure.** L'approvisionnement en électricité n'est pas fiable, et les coupures de courant entraînent des pertes de production, des retards et augmentent les coûts liés à l'exploitation des entreprises. La Zambie dispose d'une capacité de production électrique installée de 2 800 MW, dont 85 % provenant de centrales hydroélectriques. L'accès à l'électricité est de 67 % pour la population urbaine et de 4 % pour la population rurale, pour une moyenne de 31 % à l'échelle du pays. En Zambie, l'énergie est en grande majorité exploitée par ZESCO, une entreprise à intégration verticale détenue par l'État. Pour autant, le secteur s'ouvre à de nouveaux producteurs d'énergie indépendants pour les transactions sur réseau et hors réseau. Le gouvernement s'est fixé comme objectif de parvenir à un accès universel à l'électricité et prévoit de mettre en ligne, d'ici à 2030, des mégawatts supplémentaires d'énergie solaire, hydroélectrique et thermoélectrique⁴.

En matière d'infrastructure des technologies de l'information et de la communication (TIC), un déficit subsiste : l'absence de connectivité sur le dernier kilomètre entrave une utilisation plus importante des systèmes numériques dans les zones moins densément peuplées, où l'accès aux services et aux marchés est plus limité et où les systèmes numériques pourraient contribuer à réduire les frais de transaction en lien avec la desserte de collectivités plus petites. Le prix élevé de la connectivité fait également obstacle à une utilisation commerciale accrue. Pour ce

qui est de l'infrastructure numérique, tous les centres provinciaux sont désormais raccordés à une dorsale en fibre optique. Le centre de traitement informatique de pointe du pays peut être mis à profit pour un usage gouvernemental et commercial. Les critères de référence internationaux en termes d'accessibilité financière du haut débit ont également été remplis, et l'utilisation de téléphones portables a connu une forte croissance, atteignant 15,5 millions d'abonnements à la téléphonie mobile en 2019, dont 63,5 % à haut débit.

Insuffisamment développé et mal entretenu, le réseau de routes primaires, secondaires et tertiaires entraîne des coûts de transport élevés. Quant à l'approvisionnement en eau, de nombreux quartiers industriels des principales villes de Zambie engagent des dépenses supplémentaires dans la construction de puits visant à compenser le manque de fiabilité de l'approvisionnement public.

- **La Zambie a fait moins de progrès dans l'augmentation de la population disposant des compétences numériques nécessaires à la transition numérique.** La plupart des Zambiens ont un certain niveau de compétences numériques de base, mais les compétences en TIC de niveau intermédiaire et plus avancé se font rares. Le plan de mise en œuvre du septième Plan de développement national (7NDP) a pour objectif de généraliser les TIC dans les écoles, et le nouveau programme national de formation centré sur le développement des compétences a fait des TIC une matière obligatoire. Cependant, en pratique, la plupart des écoles ne sont pas connectées à l'Internet, elles ne disposent pas d'un accès suffisant à du matériel informatique et ont des connaissances limitées sur la façon d'utiliser les TIC dans l'enseignement et l'apprentissage.

- En 2019, avant la pandémie de coronavirus, le secteur du tourisme et des voyages représentait 7,2 % de l'emploi et 7 % du PIB national⁵. L'obligation légale d'obtenir plusieurs licences (parfois jusqu'à 58) et des procédures

⁴ ITA, « Zambia-Energy », *International Trade Administration*, dernière modification en 2020, <https://www.trade.gov/country-commercial-guides/zambia-energy>.

mal conçues d'acquisition de licences sont un obstacle majeur aux investissements dans le secteur.

- **Le secteur privé manque de confiance dans la capacité du système judiciaire à faire appliquer les droits contractuels et de propriété dans les litiges commerciaux.**

Recommandations du secteur privé

Les recommandations visant à encourager la participation du secteur privé dans la croissance et le développement du pays sont les suivantes :

- **La résolution des problèmes énergétiques tenaces nécessite une implication plus marquée du secteur privé.** Le pays bénéficie d'un ensoleillement intense et abondant tout au long de l'année, si bien que l'énergie solaire est une solution viable aux problèmes énergétiques. Pour autant, la filière solaire est en grande partie gérée par des organisations non gouvernementales, des donateurs et par le gouvernement⁵. Il convient d'encourager et de soutenir une participation accrue du secteur privé dans le secteur de l'énergie solaire afin d'augmenter l'accès à l'électricité et à la production d'énergie par le biais de partenariats public/privé (PPP).
- Le développement progressif auquel on assiste grâce à la politique nationale sur les TIC pourrait encore être amélioré par des allègements fiscaux, des prêts et des aides, et par la création de parcs technologiques ("*ICT parks*") destinés au secteur privé. Cette mesure encourage l'investissement, la recherche et le développement dans le secteur zambien des TIC.
- **Réduire les coûts liés à l'exploitation des entreprises par des systèmes étatiques numériquement optimisés.** Les politiques visant à promouvoir l'activité du secteur privé devraient inclure :

- L'élaboration d'une approche de mise en œuvre, à l'échelle du gouvernement, visant à améliorer et intensifier la numérisation des principaux flux de paiement gouvernementaux (allocations sociales en espèces, subventions sur les engrais, frais de scolarités, taxes et impôts, douanes et licences, entre autres).

- L'optimisation et la mise à l'échelle des systèmes électroniques de gestion des frontières, d'octroi de licences et de passation des marchés publics.

- **Mettre à profit les systèmes de données et numériques afin d'améliorer les rendements des différents secteurs dans les villes secondaires et les zones rurales.**

Le gouvernement devrait prendre des mesures axées sur la transition numérique d'un secteur spécifique (l'agriculture, l'éducation, la santé, etc.) pour augmenter l'efficacité des services publics ou accroître la productivité et réduire la vulnérabilité.

- **Améliorer l'adoption de solutions numériques innovantes en favorisant l'entrepreneuriat.**

Il convient de prendre des mesures qui garantissent que le secteur privé soit en mesure de développer des solutions novatrices permettant de surmonter les défis des secteurs public et privé. Ces mesures impliquent d'une part de procéder à un examen de la législation pour évaluer dans quelle mesure les réglementations fiscales, du travail et autres réglementations pertinentes affectent les entreprises au stade de leur création ; et d'autre part, d'élaborer un bac à sable réglementaire qui offre aux entrepreneurs du numérique un dispositif plus clair leur permettant de s'y retrouver dans les exigences réglementaires posées aux produits et services innovants.

- Développer une stratégie de création d'entreprises portant notamment sur l'entrepreneuriat technologique qui exploite les compétences et les ressources du ministère de l'Éducation supérieure et du ministère du

⁵ Rayner Tabetando, « *Tourism And COVID-19 In Zambia* », IGC, dernière modification en 2020, <https://www.theigc.org/blog/tourism-and-covid-19-in-zambia/>.

⁶ ITA, « *Zambia- Energy* », *International Trade Administration*, dernière modification en 2020, <https://www.trade.gov/country-commercial-guides/zambia-energy>.

Commerce et de l'industrie, du secteur privé et de l'écosystème entrepreneurial continental.

- Il convient de procéder à un net changement en matière d'attribution et de dépense des ressources publiques, en privilégiant les principaux moteurs de la productivité et de la croissance agricoles que sont, entre autres, la recherche et le développement, les services de vulgarisation, l'irrigation et les routes de desserte. Ce changement implique de mettre davantage l'accent sur des activités directement axées sur la production et la productivité des cultures et du bétail.

- **Le gouvernement devrait faciliter le dialogue avec les organisations patronales** telles que la Fédération des employeurs de Zambie, la Chambre de commerce et d'industrie de Zambie (ZACCI), l'Institut de recherche sur les politiques agricoles d'Indaba (IAPRI), l'Union nationale des agriculteurs de Zambie (ZNFU) et le Forum consultatif agricole (ACF)⁷. Une coordination multisectorielle peut permettre d'élaborer des cadres et mécanismes visant à renforcer l'efficacité des contributions des parties prenantes du secteur agricole. Ces cadres multisectoriels devraient cibler les secteurs de la technologie, de l'horticulture et des engrais, des produits chimiques, de la pêche et de la sylviculture. Il s'agit là d'un fort potentiel de création d'emplois.

- Pour contrer les effets du dérèglement climatique, le secteur privé devrait engager des investissements et son expertise dans l'élaboration de mesures correctives. Celles-ci comprennent l'obtention de technologies permettant d'identifier les régions exposées aux inondations et à la sécheresse par le biais de la cartographie, le développement des meilleures pratiques pour assurer une utilisation durable des ressources en eau, et un renforcement des systèmes d'alerte précoce en vue d'une préparation au changement climatique⁸.

- Les décideurs politiques devraient concevoir des réglementations qui consolident et simplifient les processus d'obtention de permis commerciaux, d'immatriculation fiscale et d'enregistrement des entreprises⁹. Cette mesure encourage la formalisation, augmentant ainsi les investissements du secteur privé, et donc l'emploi.

- Améliorer l'équité, la transparence et la prévisibilité du traitement fiscal et réglementaire des entreprises, en mettant spécifiquement l'accent sur l'administration fiscale. Dans le même temps, renforcer le dialogue public-privé sur la réforme politique et institutionnelle.

- Réduire l'indemnité de départ obligatoire pour les employés en s'alignant sur les pays voisins.

Cette publication a été produite avec le soutien financier de l'Union européenne. Son contenu relève de la seule responsabilité de l'Organisation Internationale des Employeurs (OIE) et ne reflète pas nécessairement les opinions de l'Union européenne.



**Cofinancé par
l'Union européenne**

⁷ PNUD, « Zambia », *UNDP Climate Change Adaptation*, dernière modification en 2021, <https://www.adaptation-undp.org/explore/africa/zambia#:~:text=Zambia%20has%20been%20experiencing%20adverse,changes%20in%20the%20growing%20season.>

⁸ PNUD, « Zambia », *UNDP Climate Change Adaptation*, dernière modification en 2021, <https://www.adaptation-undp.org/explore/africa/zambia#:~:text=Zambia%20has%20been%20experiencing%20adverse,changes%20in%20the%20growing%20season.>

⁹ Rayner Tabetando, « *Tourism And COVID-19 In Zambia* », IGC, dernière modification en 2020, <https://www.theigc.org/blog/tourism-and-covid-19-in-zambia/>.



A powerful
and balanced
voice for business

Avenue Louis-Casaï 71 – CH-1216 Genève
T +41 22 929 00 00 F +41 22 929 00 01
ioe@ioe-emp.com • ioe-emp.org

© IOE 2023